



Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hautes-Pyrénées

Cahier des Clauses Particulières

RELANCE - Fourniture et installation d'équipements mobiles de visioconférence

MARCHÉ N°2025-018

Organisme :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hautes-Pyrénées













8 Place au Bois

65000 TARBES

N° SIRET : 777 169 020 00016

Marché à procédure adaptée passé en application de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique

SYNTHESE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande de fournitures</p> <p>Fourniture et installation d'équipements mobiles de visioconférence</p>
	<p>CPAM des Hautes-Pyrénées</p> <p>8 place au Bois</p> <p>65000 TARBES</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales (critère)</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée : articles L.2123-1, R.2123-1 suiv. CCP</p> <p>CCAG Applicable : FCS</p>
	<p>Siège de la CPAM des Hautes-Pyrénées</p> <p>8 place au Bois</p> <p>65000 TARBES</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti</p>
	<p>Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il n'est pas reconductible</p>
	<p>Le marché est à prix unitaires</p>
	<p>Le marché comporte une clause d'actualisation des prix</p>
	<p>Tranches : NON</p> <p>PSE : NON</p> <p>Variantes : OUI</p> <p>Prestations similaires : NON</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHE PUBLIC	4
ARTICLE 2	MODE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC	4
ARTICLE 3	FORME DU MARCHE PUBLIC	4
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5	LIEU D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 6	DUREE.....	5
ARTICLE 7	DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE	5
	7.1 Pièces Particulières.....	5
	7.2 Pièces générales	5
ARTICLE 8	PRIX	5
	8.1 FORME DU PRIX.....	5
	8.2 CONTENU DES PRIX	6
	8.3 MODALITES DE VARIATION DES PRIX	6
ARTICLE 9	MODALITES DE PAIEMENT	6
ARTICLE 10	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
	10.1 GENERALITES	8
	10.2 LOT 1 – EQUIPEMENT FIXE – SALLE DE REUNION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	10.3 PERIODE ET DELAI D'INSTALLATION DES EQUIPEMENTS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	10.4 LOT 2 – EQUIPEMENTS MOBILES.....	8
	10.5 SERVICE APRES-VENTE.....	8
	10.6 ASSISTANCE AU DEMARRAGE	8
ARTICLE 11	LANGUE	8
ARTICLE 12	VERIFICATION DES EQUIPEMENTS.....	9
ARTICLE 13	GARANTIE	9
ARTICLE 14	ASSURANCE	9
ARTICLE 15	SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 16	PENALITES.....	9
ARTICLE 17	RESILIATION	10
ARTICLE 18	SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION	10
ARTICLE 19	REGLEMENT DES LITIGES.....	12
ARTICLE 20	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	13

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation d'équipements mobiles de visioconférence pour la CPAM des Hautes-Pyrénées.

Cette consultation est une relance, justifiée par la déclaration sans suite de la première procédure.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

Le titulaire du présent marché public s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après.

Le présent marché est un marché de fournitures.

ARTICLE 2 MODE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1 et R 2123-1 1°) du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 FORME DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conclu pour les montants suivants :

Lot	Montant minimum annuel (€ HT)	Montant maximum annuel (€ HT)
Equipements mobiles	0	13 000

Le présent marché est à prix unitaires.

Le montant estimatif du marché public par lot est de :

- Equipements mobiles : 10 000 € HT

Le montant estimatif susvisé ne saurait lier contractuellement l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 4 ALLOTISSEMENT

Le présent marché, résultat d'une relance, n'est pas alloti.

Par le seul fait d'avoir soumissionné, le titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant le marché à procédure adaptée et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations, objet du marché.

Le titulaire du marché s'engage à se conformer aux conditions figurant dans le CCP. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

ARTICLE 5 LIEU D'EXECUTION

La livraison des fournitures et les prestations d'installation, objets du présent marché, seront exécutées dans les locaux de l'organisme : 8 Place au Bois, 65000, Tarbes.

ARTICLE 6 DUREE

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il n'est pas reconductible.

ARTICLE 7 DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les 2 lots sont constitués des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

7.1 Pièces Particulières

- Un Acte d'Engagement (ATTRI1),
- Un Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes,
- L'offre technique du titulaire, constituée par le « Cadre de Réponse Technique » pour chacun des lots dûment complétés, étant précisé que ce cadre de réponse technique prévaut sur toute autre éventuelle documentation technique (autres annexes, mémoire technique...) présentée en dehors du cadre de réponse technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché,
- Les éventuels avenants.

7.2 Pièces générales

- Le Code de la commande publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG- FCS) arrêté du 30 mars 2021,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives de l'acheteur, fait seul foi.

ARTICLE 8 PRIX

8.1 Forme du prix

Les prix du marché sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le bordereau des prix unitaires.

Le prix est présenté sous la forme d'un montant unitaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

Le marché sera réglé par application des prix unitaires figurant au bordereau des prix aux quantités réellement mises en œuvre.

Pour rappel chaque marché est conclu à obligation de résultat, dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

8.2 Contenu des prix

Les prix indiqués dans le BPU comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

8.3 Modalités de variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix du marché, sont fermes et actualisables.

L'actualisation devient effective si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. La date de début d'exécution des prestations correspond à la date de notification du lot concerné.

Dans ce cas, les prix des marchés de chacun des lots concernés seront actualisés au moyen des index ou indices prévus ci-après :

$$P(act) = P(init) \times \left[\frac{010764349(dact)}{010764349(dinit)} \right]$$

Avec

- Pinit : Prix initial
- Pact : Prix actualisé
- dinit : date de remise des offres du marché
- dact : date d'actualisation du marché
- 010764349 : Produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques

ARTICLE 9 MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire, en double exemplaire, un original et un duplicata et après attestation du service fait par la CPAM65.

Les factures seront établies tel que détaillé ci-après.

Par dérogation à l'article 11.8.1 du CCAG-FCS, la transmission des factures s'effectue **exclusivement** par voie dématérialisée.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme

dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro Siret de la CPAM des Hautes-Pyrénées : 77716902000016
- Le code service : Service Logistique
- Le numéro d'engagement : 2025-018

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> <https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : [https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1 /rubrique « nous contacter »](https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique%20nous%20contacter)

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

Contenu des factures :

Les factures comprennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- le nom du destinataire de la commande ;
- la désignation de l'émetteur de la commande ;
- la date des prestations, nature des prestations, sites concernés ;
- les quantités ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, par poste de facturation ;
- le(s) taux de remise ;
- le montant hors TVA des fournitures livrées
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des fournitures livrées

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations.

Les intérêts éventuellement dus par la CPAM⁶⁵ pour retard ne sauraient courir qu'à partir de la date de réception effective de la facture et éventuellement après vérification s'il s'agit d'une facture litigieuse.

Taux de TVA : Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Monnaie : L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du Code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du Code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part de la CPAM 65, signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Généralités

Les matériels proposés devront impérativement être neufs et répondre aux normes européennes applicables en la matière, ou, à défaut, aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Une fiche technique rédigée en français sera jointe pour chaque matériel ainsi que les notices de fonctionnement.

Le matériel devra respecter les préconisations environnementales telles que l'économie d'énergie, maîtrise des rejets polluants, limitation des vibrations ou nuisances sonores, etc.

En grande majorité, l'organisme utilise le logiciel Zoom pour réaliser ses visioconférences, le matériel fourni devra être compatible avec ce logiciel. L'utilisation d'autres logiciels de visioconférence est dérogatoire.

10.2 Equipements mobiles

Les divers services de la CPAM65 nécessitent de réaliser des visioconférences ou des projections (présentation) en utilisant des équipements mobiles.

Ces équipements devront être connectés directement au poste du collaborateur concerné par le biais du port USB en sans-fil (avec une portée standard) de son ordinateur, **de la marque brevetée Barco Click Share.** Le matériel devra être mobile et devra être composé d'un chariot mobile plat avec une tablette ainsi qu'un écran de 55 pouces.

10.5 Service après-vente

Le prestataire s'engage à fournir un service après-vente rapide et de qualité.

Le détail du service après-vente proposé doit être indiqué dans le Cadre de Réponse Technique fourni par le titulaire.

10.6 Assistance au démarrage

Le soumissionnaire inclura dans son offre les prestations d'assistance, en présentiel, qui lui semblent nécessaires pour assurer le bon démarrage des solutions.

Ces prestations sont incluses dans le prix des fournitures et installations.

ARTICLE 11 LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 12 VERIFICATION DES EQUIPEMENTS

En application de l'article 27 du CCAG-FCS, les opérations de vérification qualitative et quantitative seront effectuées par un représentant du pouvoir adjudicateur.

Si la livraison du matériel n'est pas conforme, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre le titulaire du marché en demeure de remplacer le matériel par un matériel répondant aux spécifications du présent CCP.

ARTICLE 13 GARANTIE

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de deux ans.

ARTICLE 14 ASSURANCE

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à la CPAM65 en cas d'inexécution.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-FCS, le titulaire devra dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, prouver qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de la CPAM 65 ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la CPAM 65, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément à la CPAM 65 de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 15 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la CPAM 65 le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS, la CPAM65 doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 16 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la CPAM 65 de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, en tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations commandées ne pourra excéder 25 % du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution ou de retard d'exécution imputable au Titulaire (et/ou son sous-traitant) pour l'un des délais (livraison des équipements ou SAV) qui lui incombent, l'Organisme se réserve le droit de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = montant total hors taxes des prestations commandées pour lesquelles l'inexécution ou le retard d'exécution est constaté.

R = nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, cette pénalité s'applique automatiquement, sans mise en demeure préalable, dès le 1er jour de retard constaté (jour calendaire de retard, dimanches et jours fériés compris).

Dans le cas où le fournisseur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

ARTICLE 17 RESILIATION

La CPAM65 peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Particulières ou le CCAG-FCS, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS (Chapitre VII). La CPAM 65 se réserve le droit d'appliquer ces dernières.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, la CPAM 65 peut alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du prestataire déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

ARTICLE 18 SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION

Obligations en matière de sécurité :

Le Titulaire s'engage dans chaque intervention (livraison, installation, configuration, mise en service, maintenance, dépannage, retrait, etc.) à respecter les règles d'accès physique aux locaux et les procédures et pratiques de sécurité de l'information en vigueur dans l'Organisme, dont la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) basée sur la norme ISO27002. En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire doit répercuter l'ensemble des exigences de sécurité qui lui sont applicables vers le sous-traitant.

a) Conditions d'accès aux sites et aux locaux :

Des autorisations d'accès physiques, adaptées aux prestations réalisées et limitées en durée, seront attribuées aux préposés du Titulaire. Seuls les représentants du Titulaire intervenant quotidiennement sur les sites de l'Organisme pourront bénéficier d'autorisations de longue durée et de moyens d'accès physiques dédiés.

Les interventions du Titulaire doivent être planifiées et effectuées après validation d'un service technique de l'Organisme. Pendant leur présence dans les locaux de l'organisme, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité aux locaux des visiteurs, établies et communiquées au Titulaire par l'Organisme. Les accès aux locaux techniques font l'objet de dispositions spécifiques en matière de sécurité.

Le Titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur les sites de l'Organisme.

Sauf exceptions dûment justifiées, l'Organisme veille à la présence effective de l'un de ses préposés qualifiés, pendant la durée d'intervention des personnels du Titulaire, de telle sorte que toute mesure utile puisse être prise en cas d'accident.

Chaque intervention du Titulaire doit être tracée au travers d'un bon de passage ou d'un enregistrement dans une main courante.

b) Confidentialité :

Les obligations du Titulaire en matière de confidentialité sont détaillées dans l'article 5 du C.C.A.G.-T.I.C et les clauses complémentaires du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le Titulaire s'astreint également à l'application du droit d'en connaître : n'accéder qu'aux documents et informations strictement nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

Le Titulaire est tenu au respect de la réglementation relative à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché (loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

c) Conditions d'accès au Système d'Information :

Des accès au système d'information ne seront fournis aux préposés du Titulaire qu'en cas de justifications valides et en rapport avec les prestations réalisées.

Les accès aux postes de travail de l'Organisme s'effectuent au travers d'un mécanisme d'authentification forte.

c.1) Protection des données :

L'attribution des accès est conditionnée au respect des mesures de protection décrites dans la Charte d'Utilisation des Ressources Informatiques en vigueur dans l'Organisme. Un exemplaire de la charte sera remis aux préposés du Titulaire concerné.

Le Titulaire s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des données contenues sur les ressources du système d'information mis à disposition. Le Titulaire mettra en place les mesures techniques et organisationnelles préconisées par l'Organisme de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudueuses des données et à prévenir toute perte, altération ou/et destruction des données.

Le Titulaire s'engage à ne faire aucun autre usage des données que celui pour lequel le présent marché est conclu. Il s'engage à restituer ou effacer l'ensemble des données à l'issue du présent marché.

c.2) Protection des accès distants :

En cas de nécessité d'accès à distance au système d'information de l'Organisme à partir des locaux du Titulaire ou d'un sous-traitant, y compris pour un accès ponctuel, les engagements du Titulaire concernant la télémaintenance devront être formalisés dans un document spécifique intitulé « Sécurité des télémaintenances ». Ils portent notamment sur un accès limité aux seules ressources et informations strictement nécessaires à la télémaintenance et au respect de la confidentialité des données potentiellement accédées.

c.3) Accès aux composants du SI :

Toute installation ou modification d'un élément du SI ne peut être réalisée par le Titulaire qu'après validation et sous le contrôle du personnel informatique habilité de l'Organisme.

Si un intervenant du Titulaire a besoin de se connecter à un système d'exploitation d'un composant du système d'information de l'Organisme, il doit utiliser un compte spécifique permettant de garantir l'imputabilité de ses actions.

c.4) Journalisation des accès :

Les accès et l'utilisation du système d'information font l'objet d'une journalisation. Les journaux d'événements sont confidentiels et accessibles uniquement aux personnels habilités de l'Organisme. Leur exploitation est réalisée de manière périodique selon les dispositions décrites dans la charte.

d) Remontées d'incidents :

Un préposé du Titulaire qui détecte au cours d'une intervention un incident impactant la sécurité du système d'information doit le signaler sans délai et selon la procédure en vigueur auprès du personnel de l'Organisme présent sur le site.

e) Fin de la prestation :

À chaque fois qu'un salarié ou sous-traitant du Titulaire ne participe plus à la réalisation de la prestation, mais aussi à l'issue du marché, le Titulaire doit restituer au représentant de l'Organisme l'intégralité des moyens d'accès physiques et logiques, la documentation, les données et supports informatiques qui ont pu être remis au cours de la prestation.

L'Organisme modifiera ou supprimera également les identifiants, codes et mots de passe des préposés du Titulaire des systèmes de sécurité physiques et logiques.

f) Sensibilisation – Information :

Le Titulaire doit informer ses salariés et sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

À cet effet, le Titulaire doit remettre systématiquement un exemplaire du « livret de Sécurité du prestataire » à chaque intervenant. Ce livret (annexe 2 du CCAP) joint au Dossier de Consultation des Entreprises est opposable au Titulaire et a valeur contractuelle.

g) Sanctions applicables :

En cas de manquement par le Titulaire, ses préposés et/ou ses sous-traitants, aux obligations précitées, sont applicables l'ensemble des sanctions prévues au présent marché.

Au surplus, et pendant toute la durée du marché, en cas de manquements aux règles de sécurité, l'Organisme se réserve le droit de demander de manière motivée la récusation des personnels du Titulaire concerné. Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels dont la récusation est demandée en proposant, sans délai, un personnel de remplacement de qualifications et de compétences équivalents.

ARTICLE 19 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du Code de procédure civile.

Dans la négative, le tribunal judiciaire de Bordeaux est compétent pour les litiges issus du présent marché, dont les coordonnées sont les suivantes :

**Le Tribunal Judiciaire de BORDEAUX
30 Rue des Frères Bonie
33000 BORDEAUX**

ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du contrat dans lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	7
11.8.1	9.1
33.1	13
3.6	15
14, 14.1.2 et 14.1.3	16